

Le chaos de la présidence du @realDonaldTrump

Après plusieurs mois de présidence, le bilan de Donald Trump est maigre. Aucun projet novateur n'a été porté, l'action législative est inexistante. Demeurent sa rage à vouloir détruire méthodiquement l'héritage de Barack Obama et le triste constat d'un formidable recul des droits des Américain-e-s.

Maryse BUTEL, responsable de la lettre LDH « Les droits de l'Homme en Amérique du Nord »

De longs mois se sont écoulés depuis que Donald J. Trump a été élu Président, au terme d'une campagne électorale fracassante⁽¹⁾. Le candidat démagogue, narcissique et grossier, capitalisant sur les divisions de l'Amérique est devenu un Président destructeur, autoritaire et rétrograde, délivrant ses opinions en tweets compulsifs et rageurs. L'inépuisable série d'informations mensongères, de scandales, d'insultes et de menaces, de démissions ou limogeages au sommet de l'Etat inonde la scène politique. La centaine de postes toujours vacants au sein de son administration témoigne d'un désordre installé. Si les animateurs de télévision se délectent de ce climat et y trouvent matière à une satire politique mordante, la vie présidentielle semble emportée dans un tourbillon ravageur pour la place de l'Amérique dans le monde.

Après un semestre d'exercice du pouvoir, il ne reste qu'un tiers des Américain-e-s pour croire que Trump est à la hauteur de la fonction présidentielle⁽²⁾. A l'exception de la frange radicale des républicains, les Américain-e-s ressentent humiliation et dégoût

(1) Voir Maryse Butel « L'Amérique cachée présente sa f(r)acture », in *H&L* n° 176, décembre 2016.

(2) En date du 28 juillet 2017, l'agence Reuters/Ipsos donne des taux de 35 % d'approbation et de 59 % de désapprobation de l'action présidentielle. Aucun Président avant Donald Trump n'a connu une cote de popularité aussi basse dans les sondages, en une période aussi brève.

(3) Hillary Clinton a obtenu près de trois millions de voix de plus que Donald Trump.

(4) In *The Washington Post*, le 13 mai. Le journaliste a vécu dix-huit mois dans le sillage de Trump afin de rédiger pour lui un ouvrage intitulé *L'Art de la négociation*.

(5) Lors du sommet de l'Otan, les chefs d'Etat ont dû limiter leurs exposés, avec une durée de deux à quatre minutes... Paru dans *Foreign Policy*, le 15 mai.

(6) Sally Yates a été remerciée le 30 janvier 2017 ainsi que Daniel Ragsdale, directeur du service d'immigration, ICE.

(7) Le TTP ou Traité de libre-échange transpacifique, signé en 2015 après d'âpres négociations et impliquant douze Etats d'Asie, a été rejeté le 23 janvier, ouvrant la voie au leadership de la Chine.

devant les saillies de ce Président jugé infantile et inapte à diriger le pays. « *Laisser un homme si stupide et incompetent à un poste doté de tels pouvoirs est un acte de négligence grave* », déclare le très conservateur Ross Douthat, dans les colonnes du *New York Times*. Dès son investiture, les errements de comportement du Président ont frappé les esprits. La foule venue l'applaudir ? Plus nombreuse que pour Obama. Les bulletins de vote d'Hillary Clinton⁽³⁾ ? Tous des électeurs clandestins ! Pour Donald Trump l'importance de sa personne se mesure à ses conquêtes et à ses réussites. « *Trump est resté un grand enfant cherchant par tous les moyens à être adulé* », écrit son ancienne plume, le journaliste Tony Schwartz⁽⁴⁾. Il le voit impulsif, menteur, dépourvu d'estime de soi et « *prêt à rejeter toujours sur les autres la responsabilité de ses erreurs* ». Donald Trump veut dominer, quitte à tout saborder. Cette soif d'adulation, si fuyante à son égard, éclaire pour une bonne part son besoin de tout maîtriser.

Doté d'une capacité de concentration réduite, les réunions de travail l'ennuient⁽⁵⁾. La pensée

trumpienne est filandreuse et imprévisible, ses messages sont iconoclastes et burlesques. Sa gouaille ne réjouit plus ses électeurs. Ses opposants sont effarés par l'absence de retenue et la vulgarité de ce Président qui les embarrasse. Beaucoup questionnent ses facultés mentales à exercer ses fonctions.

Le tourbillon ravageur de la présidence

Etablir la liste de tous ses égarements politiques s'avère une entreprise ardue, tant ses coups d'éclat et multiplications de décisions et de déclarations controversées jalonnent ce début de mandat. Et excusez du peu ! Limogeage de la ministre de la Justice⁽⁶⁾ puis du directeur du FBI, retrait de l'accord de Paris sur le climat, approbation du pipeline Keystone XL, rejet de mesures d'ouverture à Cuba, abrogation de lois adoptées après le crash financier de Wall Street en 2008, interdiction de voyage de ressortissants de pays musulmans, tentatives répétées de destruction de l'assurance santé, révocation ou remise en cause des traités commerciaux⁽⁷⁾, interdiction des personnes trans-



© MOBILUS IN MOBILI, LICENCE CC

genres dans l'armée, sans parler de ses relations musclées avec la Corée du Nord, du retrait du soutien à l'opposition syrienne, du remaniement constant de son équipe, du dénigrement cinglant de ses ministres, de ses tweets accusatoires, de ses relations exécrables avec la presse, des insultes envers les femmes, des menaces envers les élu-e-s, etc. Pour couronner le tout, l'ingérence supposée des Russes dans la campagne électorale pour faire gagner Donald Trump amène le scandale à la Maison Blanche.

Michael Flynn, conseiller à la Sécurité nationale, est contraint à la démission deux semaines après sa prise de fonctions, à cause de ses contacts avec les autorités russes. Puis le 7 mai, James Comey, patron du FBI, est limogé. Le Président qui le percevait comme une menace torpille l'enquête que Comey dirige sur les liens entre l'équipe de campagne et les Russes. Des accusations de collusion attestées par les courriels et des rendez-vous impliquent maintenant son fils aîné Donald Trump Jr, son gendre Jared Kushner et son ancien directeur de campagne Paul Manafort. Une enquête a

L'Amérique est en colère et tient à le faire savoir. Pas un jour ne se passe sans une initiative pour résister. La Marche des femmes de janvier 2017 a vu quatre à cinq millions de manifestant-e-s défiler dans les rues de cinquante grandes villes, dont sept cent mille à Washington.

été confiée au procureur Robert S. Mueller III, ancien directeur du FBI réputé pour son indépendance et sa ténacité. En retour, Donald Trump fait enquêter sur Mueller afin de le discréditer éventuellement. Quant au ministre de la Justice Jeff Sessions, il est publiquement humilié par Trump pour ne pas avoir voulu prendre fait et cause pour lui dans l'affaire russe.

Des détricotages tous secteurs confondus

Fait d'importance, la nomination de l'ultraconservateur Neil Gorsuch à la Cour suprême, plus droitier que son collègue Clarence Thomas, récompense les militants religieux qui ont massivement voté pour lui. Elle génère de graves inquiétudes pour les droits des femmes à la contraception et à l'avortement, alors que Trump a déjà amputé les crédits fédéraux du Planned Parenthood – équivalent du Planning familial.

En matière d'écologie, alors que le reste du monde s'est attelé à d'importants investissements dans les énergies propres, Donald Trump relance la filière charbon et plaide en faveur du pétrole

et du gaz pour les Etats-Unis. « *Pittsburgh plutôt que Paris* », déclare-t-il pour justifier le retrait de l'Amérique de l'accord de la COP21.

Sur la scène internationale, la remise en cause de l'engagement américain dans l'Otan souligne la rupture consommée avec l'Europe, et le soutien sans réserve qu'il offre aux autocrates comme le roi d'Arabie Saoudite ou le président égyptien Sissi démontre que Trump refuse de se faire le garant de la démocratie et des droits de l'Homme. La politique étrangère que tente de mener le secrétaire d'Etat est régulièrement désavouée par le Président, au point que Rex Tillerson songe à démissionner. La docilité totale que Trump exige des représentants de l'Etat n'est pas compatible avec le fonctionnement démocratique.

En économie, le candidat, qui s'était fait le chantre de la prospérité industrielle, n'a pas à ce jour convaincu car les résultats sont semblables aux trimestres précédents. Seule la spéculation à Wall Street enregistre une embellie. L'industrie automobile déprime et connaît une baisse de 3% depuis l'an dernier. Moins

de clients dans les concessions, moins d'ouvriers dans les usines. A Détroit, ils ne sont plus que deux cent six mille depuis avril, contre deux cent onze mille l'an passé⁽⁸⁾.

Son besoin d'éloges aveugles permet de comprendre l'hostilité de Trump à l'égard de la démocratie et de la liberté de la presse. Ses relations houleuses avec cette dernière, qui préexistaient à sa prise de fonctions, s'enveniment de plus en plus : insultes, boycott de journalistes, absence de conférences de presse sont fréquents. Les quotidiens de référence tels *The New York Times*, *The Washington Post* et *The Los Angeles Times* sont régulièrement visés, ainsi que la chaîne de télévision CNN qu'il a symboliquement tabassée dans une vidéo mise en ligne.

Divisions ouvertes chez les Républicains

Parmi ses électeurs la base radicale le soutient encore largement, malgré un effritement, et Donald Trump soigne cet électorat en retournant tenir des meetings parmi les ouvriers et les vétérans. A ce jour, les élections législatives partielles au Kansas, Montana, en Géorgie et Caroline du Sud ont conforté la carte électorale et elles ont été remportées par des candidats républicains.

Il en va autrement avec les élu-e-s. Le parti se déchire à tous les niveaux et la division règne entre les modérés et les ultraconservateurs, comme en atteste le camouflet électoral sur le remplacement de l'Obamacare infligé par les sénateurs⁽⁹⁾. Avant d'être loyal au Président, le parti est avant tout fidèle à son programme, lequel passe par la défiscalisation, la dérèglementation et l'abrogation de l'assurance maladie d'Obama. Longtemps dissimulées, les critiques de son propre camp sont maintenant virulentes et ouvertes.

C'est pourquoi d'aucuns brandissent le recours à la destitu-

Pour soutenir leurs immigrés sans papiers, les maires de villes progressistes et de presque toutes les municipalités californiennes ont promis de devenir ou rester des villes sanctuaires et de s'opposer aux expulsions.

(8) Selon le Bureau of Labor Statistics, ce chiffre va baisser car les grandes entreprises préfèrent faire construire leurs modèles bon marché à l'étranger. Ford va délocaliser la production de la Focus en Chine au lieu de la produire au Michigan.

(9) Le 27 juillet, le Sénat à majorité républicaine a rejeté par cinquante et une voix contre quarante-neuf la mesure visant à mettre un terme à la réforme de santé de Barack Obama, dont trois voix républicaines : Susan Collins (Maine), Lisa Murkowski (Alaska) et John McCain (Arizona).

(10) www.indivisibleguide.com, <https://front.moveon.org>.

(11) Créée en 1920, l'ACLU est la plus grande association nationale de défense des droits civiques aux Etats-Unis.

(12) Enquête du journaliste Sylvain Cypel pour la revue littéraire *America*, n° 2, 2017.

(13) Le Sénat est renouvelé par tiers et trop peu de sièges sont à pourvoir.

tion, prévue par l'article II de la Constitution pour « crimes et délits graves », qui, pour être envisagée sérieusement, demeure peu probable. Peut-on vraiment concevoir un scénario où une Chambre à majorité républicaine mettrait en accusation Donald Trump ? « *La plus grande priorité d'un élu est l'autopréservation* », répond l'historien Allan Lichtman. « *Si Donald Trump est une menace à leur réélection – et ils devront tous défendre leur siège en 2018 –, les républicains pourraient être prêts à l'abandonner.* » Toutefois, même si les démocrates reprennent le contrôle de la Chambre des représentants en novembre 2018, comme il faut un vote des deux tiers au Sénat pour relever un Président de ses fonctions le maintien de Trump dépend bel et bien des républicains. Une alternative pourrait cependant se dessiner, avec le 25^e amendement de la Constitution qui prévoit le retrait du Président pour « incapacité physique ou mentale »...

Une résistance citoyenne inédite, spectaculaire

Après l'élection de Donald Trump, l'Amérique est apparue défaite. Le cynisme avait-il triomphé de l'espoir ? Le désenchantement eu raison de l'optimisme du peuple américain ? Absolument pas. Certes, la crise d'identité que traverse le pays divise les Américain-e-s, qui sont à fleur de peau. Mais au-delà de la sidération, le Président a paradoxalement ressoudé toutes les oppositions et lancé des millions d'Américain-e-s dans les rues, dans les associations militantes, les partis politiques et les syndicats. L'Amérique est en colère et tient à le faire savoir. Un mouvement inégalé depuis longtemps s'est levé. Pétitions, manifestations, réunions publiques, interpellations d'élu-e-s, actions en justice, pas un jour ne se passe sans une initiative pour résister. Pas une seule sortie de membres de

congrès qui ne tourne à l'invective, au point que leurs interventions publiques sont limitées ou supprimées.

Les femmes et les minorités LGBT ont ouvert la voie, dès le 21 janvier. La Marche des femmes a vu quatre à cinq millions de manifestant-e-s défiler dans les rues de cinquante grandes villes, dont sept cent mille à Washington. Le pays s'engage. Le Planned Parenthood a accueilli cinquante mille nouveaux volontaires. MoveOn, le groupe démocrate radical, est passé de vingt-cinq à soixante-quinze mille membres. En Californie, quatre assistants parlementaires ont rédigé et mis en ligne « Indivisible : un guide pratique pour résister au programme de Trump »⁽¹⁰⁾. Quatre mois plus tard, quatre mille cinq cents groupes d'Indivisible existent dans le pays. Spectaculaire ! Le nombre des adhérent-e-s de l'American Civil Liberties Union (ACLU)⁽¹¹⁾ est passé de quatre cent mille à plus d'un million⁽¹²⁾, et l'association a recueilli en deux mois cinquante millions de dollars ! Enfin, pour soutenir leurs immigrés sans papiers, les maires de villes progressistes d'Austin, de Chicago, de New York, de Philadelphie et de presque toutes les municipalités californiennes ont promis de devenir ou rester des villes sanctuaires et de s'opposer à leurs expulsions, malgré les rétorsions financières annoncées par le ministre de la Justice.

Il reste quarante-deux mois à Donald Trump pour exercer son mandat et, déjà, cela semble interminable. Les contre-pouvoirs existent. En novembre 2018, la reconquête de la Chambre par les démocrates peut changer la donne au Congrès, même s'il apparaît que le Sénat demeurera républicain⁽¹³⁾. Souhaitons que la résistance du vivier de militant-e-s et l'énergie incommensurable qu'ils et elles déploient aient raison de l'olibrius qui s'est égaré à la tête du pays. ●